

La pension à points? Les jeunes n'en veulent pas!

Le 19 décembre à Bruxelles, 40 000 personnes ont rejoint l'appel des syndicats pour défendre notre système de pension. À l'opposé de la pension à points du ministre des Pensions Daniel Bacquelaine (MR) visant à nous faire travailler plus longtemps pour moins de pensions, les syndicats proposent de réinvestir dans nos pensions: pour que nos parents puissent profiter de leur retraite et que les jeunes accèdent à un emploi de qualité. Devant la mobilisation des travailleurs, le ministre a retardé son plan, mais ne l'a pas encore abandonné. Au printemps, la bataille continue.

Du droit à la pension...

Notre système de pension actuel est un pilier fondamental de notre sécurité sociale. Basé sur les cotisations sociales générées par les travailleurs, il assure un revenu aux travailleurs pour souffler après une carrière bien remplie. Notre système est fondé sur la solidarité entre générations. Il est particulièrement efficace, car il n'est pas soumis aux fluctuations du marché ni à la loi du profit maximum des entreprises privées, contrairement à l'épargne-pension individuelle des compagnies d'assurances.

Pourtant, le gouvernement fédéral actuel (MR, N-VA, CD&V et Open VLD) ne voit pas d'un bon œil notre système de pensions. Selon lui, nos pensionnés coûtent trop cher et la sécurité sociale est inefficace. Depuis son accession au pouvoir, ce gouvernement s'est attaqué à nos pensions en réduisant le montant des pensions et en nous faisant travailler plus longtemps: recul de l'âge de départ à la pension à 67 ans (au lieu de 65 ans auparavant); recul de l'âge de départ à la prépension dans le privé (progressivement vers 60 ans); diminution du montant de la pension en changeant les modes de calculs (calcul sur base des 45 premières années à place des 45 meilleures années, réduction de la valeur des périodes de chômage et de prépension pour calculer la pension...). Certains retraités perdent ainsi plus de 100€ par mois de pension.

... À la pension à points ?

Malgré les économies qui ont déjà été faites, le gouvernement ne compte pas en rester là. En juin 2017,

D. Bacquelaine a annoncé vouloir mettre en place une réforme structurelle des pensions: la pension à points.

Qu'est-ce que ça signifie? Avec le système à points, l'âge de départ et le montant de la pension ne seront plus calculés sur base des cotisations des travailleurs, mais sur base de points accumulés après chaque année de carrière.

Comment connaître l'âge de départ à la retraite et le montant que nous percevrons? Justement, impossible de le savoir à l'avance! Ce n'est que lorsque nous prendrons notre retraite que nos points seront convertis en euros. Ce système instaure une incertitude totale sur l'âge et le montant de la pension.

Plus fort encore. Savez-vous comment sera calculée la valeur du point? Elle ne dépendra pas uniquement de notre travail et de nos cotisations comme aujourd'hui, mais aussi de facteurs extérieurs sur lesquels nous n'avons aucun contrôle tels que: le budget de l'État, l'espérance de vie ou encore l'évolution du salaire moyen des Belges.

Concrètement, cela signifie que si les finances publiques sont dans le rouge, la valeur du point diminuera automatiquement et nous devrons travailler plus longtemps ou recevoir moins de pensions. Si l'espérance de vie augmente, pareil, la valeur du point baissera. Même chose si les salaires diminuent, ou que l'emploi flexible et les mini-jobs à la Deliveroo deviennent la norme.

Au final, la pension à points remet en question tout

notre système de pension. Elle transforme ce qui est aujourd'hui un droit, en une gigantesque loterie sans ticket gagnant.

En quoi les jeunes sont-ils concernés ?

On entend beaucoup de jeunes dire: «La pension ça ne me concerne pas, je suis loin d'avoir fini de travailler». Ou aussi: «De toute façon quand je serai en fin de carrière, le droit à la pension ça n'existera plus». De prime abord, les pensions paraissent ne concerner que nos parents ou grands-parents. Pourtant, en y regardant de plus près, la jeunesse ne sera pas épargnée.

D'abord, les jeunes auront plus de difficulté à trouver du boulot en sortant des études. Si nos aînés travaillent plus longtemps, c'est autant de boulots qui ne se libèrent pas pour les jeunes. Il est complètement absurde de faire travailler nos parents plus longtemps, alors que près de 100 000 jeunes sont à la recherche d'un emploi.

Ensuite, les jeunes auront une situation plus précaire. Les jeunes travailleurs auront plus de difficultés à boucler les fins de mois car ils devront assurer financièrement pour leurs parents à la retraite. Mais c'est aussi le cas pour les étudiants qui dépendent des revenus de leur famille. Pas sûr que la famille ait des salaires suffisants pour aider grands-parents et étudiants en même temps...

Enfin, les jeunes parents vont perdre leurs premiers alliés pour la garde et l'éducation des enfants. Besoin de souffler? Impossible d'aller chercher les enfants à l'école? Partir pour un séjour en amoureux? Normalement, nous pouvons compter sur les grands-parents pour prendre soin des enfants, ce ne sera plus le cas s'ils sont toujours au travail.

En fait, la pension à points aura un impact sur quatre générations.

Une réforme absurde? Pas pour tout le monde !

Si nous sommes tous perdants, quel est l'intérêt de la pension à points de Bacquelaine? La grande majorité de la population ne bénéficiera pas de cette réforme, cependant, la pension à points est très intéressante pour le gouvernement et une toute petite minorité de grands actionnaires.

D'abord, au niveau du budget de l'État, maintenir les gens plus longtemps au travail ou diminuer le mon-

tant des pensions permet de réduire les dépenses de l'Etat et de faire des économies. Nos pensions sont utilisées pour renflouer les caisses de l'État.

Ensuite, au niveau des salaires, faire travailler les gens plus longtemps alors qu'il n'y a déjà pas assez de chômeurs. Et, plus il y a de chômeurs, plus la compétition entre les travailleurs avec et sans emploi augmente. Conséquence? Les conditions de travail et les salaires sont tirés vers le bas. Les jeunes travailleurs de Deliveroo en savent quelque chose. Baisser les salaires d'un côté, c'est augmenter les profits des grandes entreprises et de leurs actionnaires de l'autre.

Enfin, au niveau du secteur des assurances privées, les pensions légales qui font aujourd'hui partie de la sécurité sociale représentent 40 milliards d'euros de manque en gagner. Un énorme marché potentiel. Diminuer le montant des pensions légales pousse les gens à ouvrir des épargnes-pensions individuelles auprès de ces compagnies d'assurances. Ces épargnes-pensions coûtent plus cher et sont plus risquées que notre système de sécurité sociale, mais elles sont une source de profit pour les actionnaires de la finance.

Nous faire travailler plus longtemps pour moins de pensions est un choix politique. Notre gouvernement pourrait faire le choix d'investir plus dans nos pensions, comme la France ou l'Autriche qui investissent près de 15% de leur PIB dans les pensions (contre 10% chez nous). À la place, le gouvernement préfère faire des économies sur le dos des pensionnés, augmenter la concurrence entre nous et offrir de nouvelles sources de profits à la grande finance.

Quelle société voulons-nous pour le futur? Quel est notre idéal? Une société où nos parents peuvent profiter de leur retraite tout en libérant des emplois pour les jeunes, ou une société dans laquelle nos aînés se tuent au travail pendant que les jeunes galèrent à décrocher un boulot? Une société où nous travaillons pour vivre, ou une société où nous vivons pour travailler? Une société de la solidarité et de la coopération, ou une société de l'individualisme et du chacun pour soi? Le choix de notre système de pension est un choix de société, un choix politique sur lequel nous avons notre mot à dire. Nos pensions sont un droit! À nous de les défendre!

NEL VAN SLIJPE
PERMANENT JEUNES CSC
BRUXELLES